

Marseille, juin 2025

# **Sécurité Sociale :** **de l'acharnement mortifère !**

**Quand on veut se débarrasser de son chien on l'accuse d'avoir la rage !  
Et quand on veut se débarrasser d'un modèle social on l'accuse d'être déficitaire.**

## **Comptes à rebours**

La Cour des Comptes avec Pierre Moscovici, (PS) vient à nouveau de tirer la sonnette d'alarme sur le déficit de la Sécurité Sociale qui dixit « *risque de se retrouver sans les sous d'ici 2027* ». A cet effet, il préconise des mesures d'urgence consistant en des restrictions de soins dramatiques, en osant même proposer de « *repenser le champ des soins remboursés par l'assurance maladie obligatoire en fonction du niveau des revenus des assurés, comme celle appliquée en Allemagne* » !

👉 Opportunisme ou art du compromis, le même affirmait il n'y a pas si longtemps : « *la Cour des Comptes doit sortir de la logique austéritaire* ». (In L'Opinion du 12 juin 2020)

Depuis des décennies, les coups de boutoir contre la Sécurité Sociale qui fête ses 80 ans, ne se sont pas interrompus avec la participation active de la Cour des Comptes, du Medef, des gouvernements successifs, tous unis. Les capitalistes n'ont jamais accepté que la santé comme les besoins sociaux essentiels soient hors du marché et échappe au capital. Déjà, en 1967, De Gaulle va permettre au patronat de renforcer son contrôle sur les caisses de Sécurité Sociale (ordonnances « Poincaré »).

## **L'ONDAM au grand dam de la santé !**

Le leitmotiv du fameux déficit, le discours sur la dette, le vieillissement de la population, maintes fois entendus, ont surgi à chaque réforme des retraites, à chaque Plan de Financement de la Sécu. Alors, l'Objectif des Dépenses d'Assurance Maladie-(ONDAM)-qui fixe annuellement toutes les dépenses sanitaires et médico-sociales se retrouve chaque année à un taux de plus en plus bas, bien en deçà de tous les besoins de santé et médico-sociaux.

Cette loi laisse exsangue tous les services publics de santé et de protection sociale, y faisant passer les mesures les plus régressives (blocage des retraites, exonérations de cotisations sociales récurrentes qui assèchent le financement de la Sécu, tout en faisant perdre son sens et sa légitimité aux cotisations etc, etc.)

## **L'avènement des complémentaires santé sous la férule du privé**

On veut nous « responsabiliser » comme si nous étions des profiteurs, on veut nous culpabiliser comme si se soigner était un caprice, comme si on voulait laisser une dette à nos enfants et petits-enfants...

Cependant, au fil des années, en 2024 encore, avec la loi de financement de la Sécu, les remboursements, le coût des restes à charge a été multiplié par le biais d'un transfert aux complémentaires et la création d'un véritable marché aux sociétés d'assurance à l'encontre du rôle et des compétences de la Sécu.

Les complémentaires santé ont abdicué avec la loi Jospin de 2001 qui impose les règles européennes assurantielles aux mutuelles. Puis, l'Accord National Interprofessionnel (ANI) de juin 2013 a généralisé pour tous les salariés une assurance maladie obligatoire pour donner plus de parts de marché au privé.

Le principe de solidarité et d'universalité de la Sécu a été bafoué. Les complémentaires sont aux mains des assurances privées et actuellement certaines mutuelles ont intégré le Groupe VYV avec Harmonie Mutuelle.

Ainsi, ces politiques ont conduit au développement d'un véritable marché des complémentaires santé que nos gouvernants actuels veulent faire prospérer en leur faisant prendre le pas sur la Sécu et la supplanter. Dans ce cas, on est donc couvert qu'en fonction de ce qu'on a pu payer par rapport au niveau des garanties : plus la couverture des risques est bonne, plus les tarifs sont élevés.

**Aujourd'hui, on veut nous faire croire que le déficit résulte des seules dépenses.**

## **Des dépenses qui rapportent gros à certains !**

Mais, les dépenses de protection sociale en part du PIB sont à peu près les mêmes qu'en 2017 alors même que les recettes manquent ce qui relève bel et bien de choix politiques : 80 milliards proviennent des exonérations de cotisations.

Alors que l'Etat pourrait lui-même emprunter moins cher, il est très probable que la nouvelle dette soit transférée dans la Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale (CADES- créée en 1996), avec notamment la CSG et la CRDS, qui emprunte sur les marchés financiers avec des milliards d'intérêt versés aux banques, comme ça a été le cas en 2020-2023.

Ce sont alors, seuls, les travailleurs et les retraité/es qui sont de fait mis en contribution. Sans oublier que le gouvernement a fait payer à la Sécu toutes les dépenses qui provenaient de la crise du Covid dont celles qui ne relevaient pas du budget de la Sécu... Une façon de creuser encore le déficit, de vider la Sécu de ses ressources.

La Cour des Comptes vient de dire qu'entre 2014 et 2024, les exonérations de cotisations sociales qui se sont multipliées à foison (avec toutes les primes diverses, la prime d'activité créée par E. Macron à la place d'augmentation de salaires etc.) ont quadruplé.

## **Hors cotisation point de salut !**

**Il faut rappeler, toujours et encore, que la cotisation est le fondement même de la Sécurité Sociale.**

Les cotisations, cette part du salaire qui va ni au profit ni aux dividendes, fondées sur les richesses produites, formant un grand un pot commun dans une solidarité entre les générations, ont toujours été un fardeau pour le capitalisme financier et le Medef qui a toujours voulu en finir avec elles.

**Ils osent même les qualifier de charges !**

## Un président et son 1<sup>er</sup> sous-fifre en invariable raccord

Avec E. Macron, l'attaque contre la cotisation, fondement de la Sécurité Sociale, est frontale. Sans cotisation, plus de Sécurité Sociale.

E. Macron vient de déclarer que « *notre système de protection sociale est un trésor national mais repose beaucoup trop sur le travail* », une manière de s'en prendre directement aux cotisations. Et, Bayrou se dit « *prêt à revoir la totalité du financement du modèle social* » et pour lui la « *Sécu doit participer au redressement des Finances Publiques* ».

La **Sécu.** devient donc officiellement une **variable d'ajustement** budgétaire alors qu'elle n'est pas une administration d'Etat.

## TVA sociale, une « cotisation-taxée »...

Et, à présent, dans la même lignée, on ressort la TVA sociale assise sur la consommation, l'impôt le plus injuste. En pervertissant encore le terme social ! Une TVA antisociale, une double-peine car elle ampute le pouvoir d'achat de toute la population et en plus on est obligé de payer cet impôt via la consommation avec une hausse des prix, le patronat réfutant toute hausse de salaire.

## ... et c'est encore les mêmes qui casquent !

Elle est en même temps, une nouvelle menace pour la Sécu : elle consiste à baisser les cotisations compensées par la TVA dans un vase communiquant. Ce qui revient à faire payer les consommateurs en lieu et place de cotisations.

C'est un moyen de progresser vers une Sécu étatisée, abandonnée aux mains de l'Etat et qui fera partie du budget de l'Etat, gérée selon les exigences de Bruxelles, les agences de notation... Une Sécu qui ne porterait plus que le nom, complètement dénaturée.

## Macron Corp. maître de cérémonie funéraire des Services Publics...

Comme le voulait E. Macron, dans son projet de « grande sécu » en 2022 (*l'UNIRS13 en a fait une brochure*). Une avancée de plus en fait vers sa privatisation avec une part de capitalisation dans notre système, en faisant rentrer le loup dans la bergerie. Ce qui est, actuellement, la proposition phare du fameux conclave, fortement relayée médiatiquement.

Dans ce sens, le budget 2026 va toujours aller plus loin pour enterrer notre Sécu avec ses fondements, pilier de notre modèle social. En fait, appuyé par une odieuse campagne médiatique, on est arrivé à un tel démantèlement de la Sécu que les tenants du capitalisme vont finir par parvenir à leurs fins avec la complicité de certains syndicats réformistes et de certains sociaux-démocrates :

***tuer la Sécu à petit feu et l'achever définitivement avec les fonds de pension et la capitalisation à l'horizon.***

## ...et grand ordonnateur des Sévices Publics !

C'est bel et bien nos gouvernants et E. Macron depuis 2017 qui organisent ce déficit.

Un déficit qui crée les conditions de nouveaux plans d'austérité, à une purge sociale et à la fin progressive de nos droits sociaux, conquis par la génération de nos parents et de nos grands-parents à la Libération avec le Conseil National de la Résistance.

↳ **Bruno le Maire** nous avait déjà annoncé « **la fin de l'Etat Providence** »

↳ Actuellement, **Bayrou et ses ministres avec E. Macron** martèlent qu'il faut voir « **ce qu'on fait de notre modèle social qui a 80 ans** » sous-entendu devenu « **ringard** », dicit **Astrid Panosyan-Bouvet**, ministre chargée du travail.

## **“Crise : Etat structurel de l'économie capitaliste libérale.”**

**(Luc Fayard)**

Sur le plan local, l'UNIRS/Solidaires13 n'a pas cessé, en toute occasion, d'interpeler les pouvoirs publics (audience Mairie, Conseil Régional, Préfecture...) et d'informer la presse sur ces atteintes gravissimes contre les fondements et les principes même de la Sécu., d'années en années, dévitalisée et vidée de ses fonctions et compétences.

**Nous devons rejeter leur discours et leur chantage de la dette pour nous imposer leur politique d'austérité et détruire nos droits sociaux**

Tout cela pourrait paraître du rabâchage ! Mais on en est là. Comme quand l'UNIRS13 analysait la main mise progressive des financiers sur le médico-social (EHPAD, services d'aide à domicile...) et le social.

**Avec la fin programmée de l'Etat social arrachée  
par les luttes de nos anciens,**

**avec la fin des droits sociaux pour spéculer sur  
notre santé et tous nos besoins sociaux élémentaires,**

**notre engagement  
ne peut pas faiblir !**

